

Edito | SOS! Souffrance sociale face au sentiment d'injustice

Surveillants de prisons, agents hospitaliers, personnels des maisons de retraite... Ces premières semaines de 2018 sont marquées par des grèves qui ont en commun une manière de souffrance sociale à laquelle le nouveau pouvoir va devoir prêter la plus grande attention. En effet, qu'il s'agisse des gardiens de prisons qui sortent de leurs gonds et ont vécu les agressions ou l'impuissance à faire face dans un univers carcéral trop souvent indigne du genre humain, des urgentistes de l'hôpital public qui, débordés, ne peuvent pas prendre en charge comme ils le voudraient les patients en mal de soins ou des aides soignantes des ehpad publics qui culpabilisent parce qu'elles ne peuvent assurer, comme on le leur demande, l'accompagnement des personnes âgées, nous sommes devant l'expression, la plus souvent inédite, d'un malaise qui va grandissant et est lourd de sens. D'un nouveau mal français à prendre d'autant plus au sérieux quand on entend "réparer le pays".

Est-ce un hasard s'il se manifeste, maintenant, avec plus de force et si ces grévistes qui sont, ici et là, soutenus par l'encadrement, lancent ce cri d'alarme sur le mode « nous n'en pouvons plus. » C'est d'autant moins un hasard que la France est en train de se réveiller, après une année 2017 hors du commun marquée par un bouleversement politique, sans égal depuis le début de la V^e République. De se réveiller par elle-même, sans qu'on le lui souffle ou le lui dise. Les partis de gouvernement sont occupés à régler leurs comptes ou à tenter de renaître, les partis ou mouvements censés récupérer la vindicte populaire n'ont aucun avenir dans le cadre institutionnel et le parti du président fait ses gammes, entre devoir d'obéissance et apprentissage du réel.

Cette nouvelle donne, plutôt marquée jusqu'ici par la faiblesse du débat démocratique, l'échec d'une opposition syndicale que le vote sans coup férir des ordonnances sur le code du travail a révélé, a fait la part belle aux desseins du nouveau président. A savoir l'application d'une cure d'austérité à un pays endetté dont il avait promis à son allié d'outre Rhin de le ramener dans le droit chemin européen, lui qui allait, justement, au plus vite, se poser en leader providentiel, à côté d'une Allemagne dont la chancelière était empêtrée dans l'épreuve de la formation d'un gouvernement.

Austérité? Mine de rien ou pas grand chose...Voire. Ces emplois aidés accusés de ne pas faciliter le retour à l'emploi, ces aides au logement diminuées ou supprimées pour les primo-accédants à la propriété, cet encadrement des dépenses des collectivités, aujourd'hui ces emplois publics à supprimer en commençant par susciter des volontaires... La méthode Macron, jusqu'ici à l'oeuvre, s'applique largement au champ social, remettant en question, sans qu'on le mesure toujours, des équilibres qui semblaient immuables. Cet usage de la réforme, dans un pays dont on nous répète qu'il est à "réparer", peut être jugé habile; il est en train d'entrer en conflit avec ce qui reste fondamental dans la société française, le sentiment aigu de l'injustice, plus encore que le besoin d'égalité, un sentiment qui ne cesse de se renforcer comme les sondages le confirment et que des mesures fiscales, à forte valeur de symbole, la suppression de l'ISF ou la taxation des retraites, ont amplifié et ne cessent d'amplifier. Et, ceci, dans un contexte économique qui semble à priori plus favorable. Laurent Berger le secrétaire général de la CFDT, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il s'est montré compréhensif lorsque le gouvernement a lancé sa réforme du code du travail, pointe dans une interview au Monde, ce qu'il appelle " un gros problème de méthode", à propos des départs "volontaires" dans la fonction publique: "c'est très étonnant d'annoncer une concertation sur toute l'année 2018 et de donner, dès à présent, une partie des conclusions." Et d'ajouter: " Le problème, c'est qu'on ne parle pas des missions du service public, ni de ce que notre pays est prêt à investir pour avoir des politiques publiques de solidarité, dignes de ce nom. Et les agents de l'Etat souffrent parfois de conditions de travail très dures, mais surtout d'un sentiment de non-reconnaissance, qui est terrible." Emmanuel Macron et Edouard Philippe feraient bien d'entendre cette mise en garde. Elle fait écho au malaise social dont le pouvoir semble ne pas trop se préoccuper, en l'absence d'échéances électorales proches, mésestimant le besoin de solidarité qui, aux yeux des Français, reste indissociable du redressement économique du pays.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 03/02/2018

[Url de cet article](#)